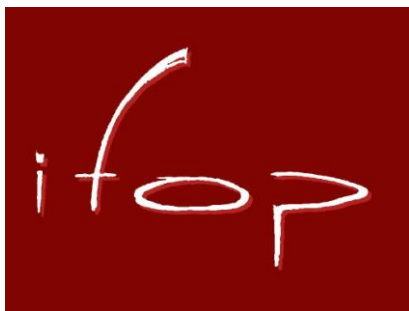




CHRONIQUES

Allemandes

N° 8

25 mai
2012

La crise de la dette et de la zone euro a montré à quel point la situation économique et politique prévalant dans les autres pays européens, avait des implications en France. Le sort de notre pays apparaît ainsi de plus en plus lié à celui de nos partenaires au premier rang desquels l'Allemagne.

Sur tous les grands sujets : fiscalité, compétitivité des entreprises, énergie (sortie du nucléaire par exemple) ou bien encore éducation, l'exemple allemand est désormais systématiquement convoqué dans le débat français soit pour s'en inspirer soit pour en pointer les limites.

Cette tendance, déjà ancienne, s'est renforcée ces dernières années et la campagne électorale en a donné de nombreux exemples.

C'est dans ce contexte que l'Ifop a décidé de rédiger et publier régulièrement des notes d'analyse (réalisées à partir d'enquêtes de l'Ifop ou d'instituts allemands) sur la situation politique et économique en Allemagne.

Premier bilan sur les élections régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie : cuisant revers pour la CDU et large victoire pour le SPD

Les élections régionales anticipées en Rhénanie du Nord Westphalie (NRW) du 12 Mai dernier revêtaient une importance significative pour l'équilibre politique de la République fédérale allemande à seize mois des législatives.

Avec 17,8 millions d'habitants qui représentent près d'un quart de la population allemande, la Rhénanie du Nord-Westphalie est le Land le plus peuplé. Poumon industriel du pays, l'ancien bassin minier de la Ruhr abrite neuf entreprises cotées au DAX, équivalent allemand du CAC40, et ses élections régionales ont toujours exercé une grande influence sur la politique fédérale.

C'est ainsi que l'élection dans ce Land est traditionnellement considérée comme la « petite législative » – die kleine Bundestagswahl, et est souvent utilisée pour évaluer des tendances sur les élections nationales à venir.

En 2005, la victoire de la CDU dans ce fief traditionnel des socialistes avait ainsi sonné le glas de l'ère rouge-verte (coalition des sociaux-démocrates et des écologistes) au niveau fédéral.

En réaction à cette défaite, Gerhard Schröder, chancelier allemand à cette époque, avait poussé pour des élections fédérales anticipées qu'il perdit dans la foulée. Et aujourd'hui, forts de leur victoire, les dirigeants du SPD souhaitent faire de même pour aboutir à un gouvernement fédéral de gauche.

Néanmoins, étant données la popularité toujours très confortable dont jouit la chancière et la satisfaction globale vis-à-vis de l'action de la majorité chrétienne-démocrate, cette défaite de la CDU dimanche dernier en Rhénanie du Nord-Westphalie devrait avoir des répercussions assez limitées pour le cabinet fédéral.

Déjà publiés

N°1 – Sept. 2005 : *Recomposition de la gauche : à l'Est du nouveau ? Retour sur les résultats des élections allemandes de 2005*

N°2 – Sept. 2009 : *Quand la gauche radicale s'installe en Allemagne. Analyse sur le vote die Linke*

N°3 - Mai 2010 : *Analyse sur les élections régionales de Rhénanie du Nord-Westphalie* N°4 – Oct. 2010 : *La percée du FPÖ aux élections municipales de Vienne*

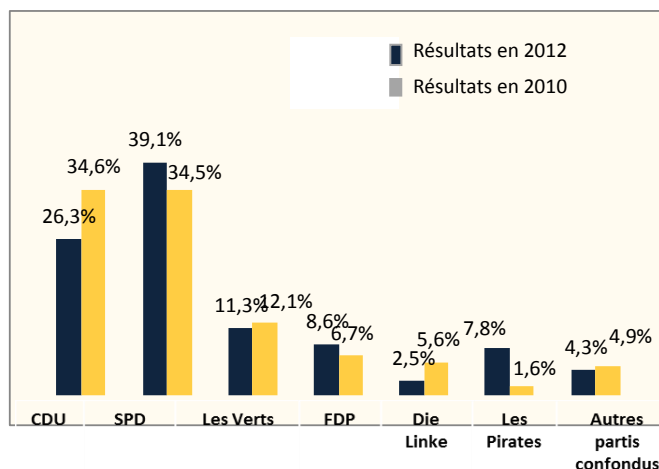
N°5 – Déc. 2010 : *Regards franco-allemands sur la crise de l'Euro*

N°6 – Avril 2011 : *Le Bade Wurtemberg passe aux Verts : un effet Fukushima*

N°7 – Avril 2012 : *Fin de la coalition « jamaïcaine » et percée des « Pirates » : retour sur les élections régionales en Sarre*

1. Une large victoire pour le SPD et une « divine surprise » pour le FDP qui met fin à une série de défaites

Résultats du scrutin en Rhénanie du Nord-Westphalie, le 10 mai 2012¹



Le parti conservateur CDU a essuyé dimanche dernier son revers le plus cinglant dans l'histoire de la Rhénanie du Nord-Westphalie, enregistrant une perte de 8,2 points par rapport à son score en 2010, ce qui situe le parti d'Angela Merkel à seulement 26,3% (34,5% en 2010). Cette déroute a conduit la tête de liste des chrétiens – démocrates, Norbert Röttgen à assumer la responsabilité de cette défaite et à démissionner de son poste de président de la CDU locale. Il a également perdu son poste de ministre de l'environnement au sein du gouvernement d'Angela Merkel.

Faute de trouver une majorité pour faire adopter le budget régional, les sociaux-démocrates dirigeant le Land avaient jeté l'éponge au mois de mars et provoqué les troisièmes élections régionales anticipées de cette année en Allemagne. Ils ont réussi leur pari en progressant de 4,7 points par rapport à 2010, ce qui leur assure ainsi une majorité relative assez large de 39,1%, ce bon score laissant envisager aux sociaux-démocrates d'autres victoires possibles dans l'année à venir.

Si le SPD et le grand champion de ce scrutin, le FDP est apparu dimanche dernier comme l'autre vainqueur de cette élection locale. Les libéraux, qui jusqu'au bout craignaient pour leur survie, ont réussi à obtenir 8,6% des voix, mettant fin à une série de huit élections régionales négatives consécutives. Au contraire, cette fois le FDP progresse de 1,9 point et s'établit comme la quatrième force du Landtag. Il profite particulièrement d'une image positive de son président local, Christian Lindner.

Avec 11,3% (-0,8 points), les Verts resteront le partenaire de choix du SPD pour la nouvelle coalition régionale et donnent des premiers signes sur la possibilité d'une coalition rouge-verte. Avec 128 mandats « rouges » sur 239 (29 pour les Verts), Hannelore Kraft, le leader socialiste, possède maintenant la majorité nécessaire pour faire adopter ses projets législatifs.

De leur côté, les fameux Pirates fêtent leur quatrième entrée consécutive dans un parlement régional, un évènement qui ne surprend plus, puisque les sondages nationaux leur donnent 11%, si les élections fédérales avaient lieu ce mois-ci. Avec 7,8%, le parti contestataire enregistre un taux équivalent aux scores obtenus lors des élections en Sarre (7,4%) au mois de mars et au Schleswig Holstein (8,2%) début mai.

¹ Les données chiffrées ont été tirées de sondages réalisés par Forschungsgruppe-Wahlen pour la ARD et par Infratest Bitmap pour la ZDF.

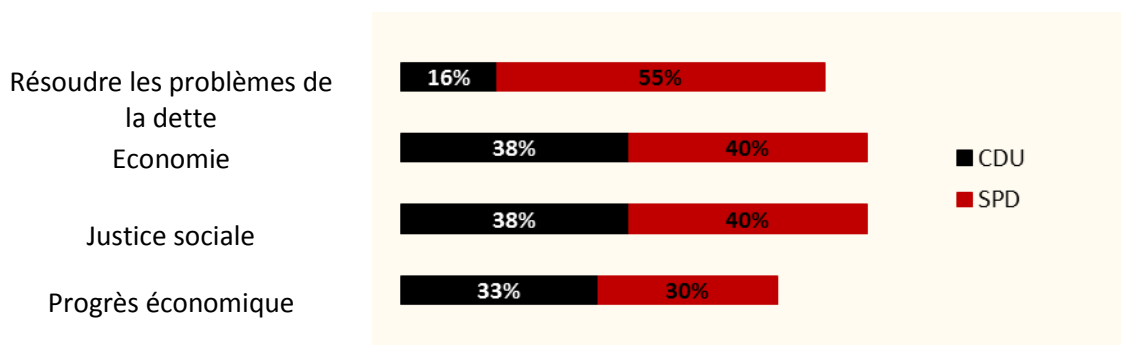
Après moins de deux ans de présence au Landtag, le parti de la gauche radicale, Die Linke, ne franchit pas la barrière des 5 % et disparaît donc du parlement régional (2,5%, - 3,1 points).

2. Proche des préoccupations des citoyens, sympathique et crédible : c'est grâce à Hannelore Kraft que le SPD a réussi son pari

Que le SPD s'en soit sorti si bien, alors qu'il n'avait ravi que de justesse la Rhénanie du Nord-Westphalie à la CDU en mai 2010, s'explique par trois facteurs principaux.

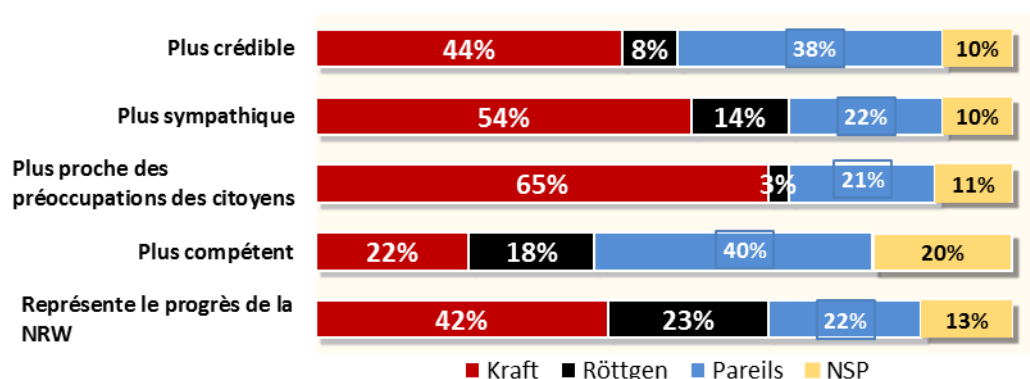
Tout d'abord, la NRW fait figure de véritable bastion des socialistes, qui y ont régné depuis 1966 et jusqu'à la victoire inédite (et finalement de courte durée) des chrétiens-démocrates en 2005. Il n'est ainsi guère étonnant que le SPD profite dans ce Land d'une bonne image, soit jugé proche des habitants et bénéficie d'un bilan gouvernemental favorable. Dans les sondages pré-électoraux, le SPD y était considéré comme plus compétent en matière de justice sociale (55% contre 16% pour la CDU) et en matière économique (40% contre 38% pour la CDU) – domaine de compétence traditionnellement accordé aux chrétiens démocrates. Il commençait même à rattraper son rival en ce qui concerne la capacité de résoudre les problèmes liés à la dette et aux déficits (30% contre 33% pour la CDU) et les habitants de la NRW estiment que le SPD serait le plus capable de faire avancer le Land en termes économiques (40% contre 38%).

Les compétences comparées des deux grands partis



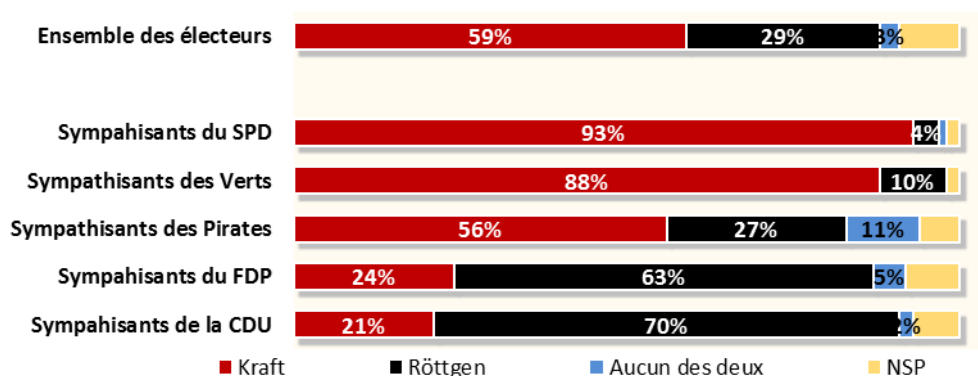
Au-delà d'une préférence générale pour les sociaux-démocrates, ces derniers doivent en grande partie leur victoire à leur ministre-présidente, Hannelore Kraft, 75% de la population étant satisfaits de son travail. Après moins de deux ans en fonction, Madame Kraft profite d'une note de 2,3 sur une échelle de -5 à +5. Interrogés sur les qualités de leur ministre-présidente, les habitants de la NRW déclarent qu'elle « comprend ce qui préoccupe les gens en NRW » (74%), qu'elle est plus sympathique (54% contre 14% à son rival de droite), plus crédible (44% contre 8%), et qu'elle est plus proche des citoyens (65% contre 3%) que son adversaire de la CDU, Norbert Röttgen. Kraft est considérée plus compétente (22% contre 18%) que l'ancien ministre de l'environnement et plus capable de garantir un progrès pour le Land (42% contre 23%) que ce dernier.

Les compétences comparées des deux candidats principaux



Au regard de ces données, le résultat prévisible est une nette préférence pour Hannelore Kraft comme ministre-présidente du Land à 59% contre moins d'un tiers des habitants de la région qui souhaitait voir Norbert Röttgen en tête du gouvernement régional. Et ce ne sont pas seulement les sympathisants de la coalition qui ont penché en faveur de la candidate sortante, comme le montre le graphique suivant.

Le candidat privilégié pour le poste de ministre-président(e)



Alors que Hannelore Kraft a grandement contribué à la victoire du SPD, le revers des chrétiens-démocrates est également fortement lié à leur candidat : tout autant que les électeurs ont voté pro-Kraft, ils ont voté anti-Röttgen. On reprochait notamment au candidat conservateur de ne pas s'investir suffisamment dans la campagne et pour la Rhénanie du Nord-Westphalie en général, puisque Monsieur Röttgen avait fait mine de ne pas tout miser sur une potentielle victoire de son parti en NRW. De fait, il avait refusé de démissionner comme ministre de l'environnement. Pour 59% des sondés, la décision de ne pas déterminer son avenir ministériel avant le scrutin a sensiblement nuit à la réputation et aux chances des chrétiens-démocrates. Röttgen s'était de même permis de faire de cette campagne et de l'élection en NRW une sorte de référendum sur la politique budgétaire de sa chef, Angela Merkel, un faux-pas que la chancelière ne lui avait pas pardonné.

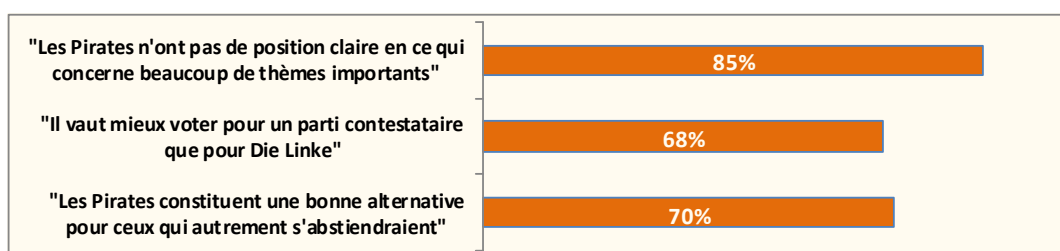
Au-delà de l'image des partis et de leurs leaders, on observe également de nettes différences en ce qui concerne la qualité du travail des différents partis au parlement régional : Le travail du SPD (1,4 sur une échelle de -5/+5) et des Verts (0,9) reçoivent des notes sensiblement plus positives que ceux de la CDU (0,4), du FDP (-1,0) et de Die Linke (-2,3). Ces notes expliquent d'ailleurs les préférences en termes de coalitions : seule une coalition rouge-verte est majoritairement jugée comme une bonne option, les électeurs privilégiant les deux partis ayant le meilleur bilan. Inversement, les sondés rejettent catégoriquement toute coalition avec la CDU.

4 Le FDP fête sa victoire tandis que Die Linke poursuit son effacement progressif du paysage politique ouest-allemand

Le FDP, malgré de sévères critiques de son travail au cours des deux dernières années, profite de l'image positive de son candidat, Christian Lindner. Ce dernier bénéficie d'une note de 0,4 (toujours sur une échelle de -5/+5) et, par conséquent, d'une perception largement plus positive que son parti (-1). C'est ainsi que la NRW est déjà le deuxième Land après le Schleswig-Holstein il y a quelques semaines, où le FDP fête son « come-back » après avoir longtemps tremblé pour son existence. Notons toutefois, que seul un tiers des électeurs du FDP déclare avoir voté pour les libéraux pour une question de sympathie avec son candidat (33% contre 64% qui ont voté « jaune » (couleur de ce parti) pour le contenu de son programme). Le « *Lindner-Effekt* », - l'effet Lindner est ainsi nettement moins important que l'impact de la candidature de Wolfgang Kubicki au Schleswig-Holstein (66% avaient voté pour le FDP pour lui). Enfin, malgré son succès en NRW et au Schleswig-Holstein, 55% des interviewés doutent fortement que le FDP fédéral bénéficiera de cet élan politique.

Après moins deux ans de présence au parlement de Rhénanie du Nord-Westphalie, Die Linke –il y a quelques années le parti contestataire par excellence – n'atteint pas les 5% des suffrages nécessaires pour entrer au Landtag en perdant un nombre significatif de ses électeurs au profit des Pirates. S'il obtient donc un bon score, ce parti ne sort pas de son image de formation contestataire, 66% des électeurs indiquant avoir voté pour les Pirates par insatisfaction vis-à-vis des partis établis, 70% de la population faisant part de leur compréhension au fait de voter pour les Pirates plutôt que de s'abstenir. Seul un tiers de leurs électeurs a voté pour les Pirates pour le contenu de leur programme (31%) et 85% de l'électorat déplorent un manque de position par rapport à de nombreux thèmes essentiels.

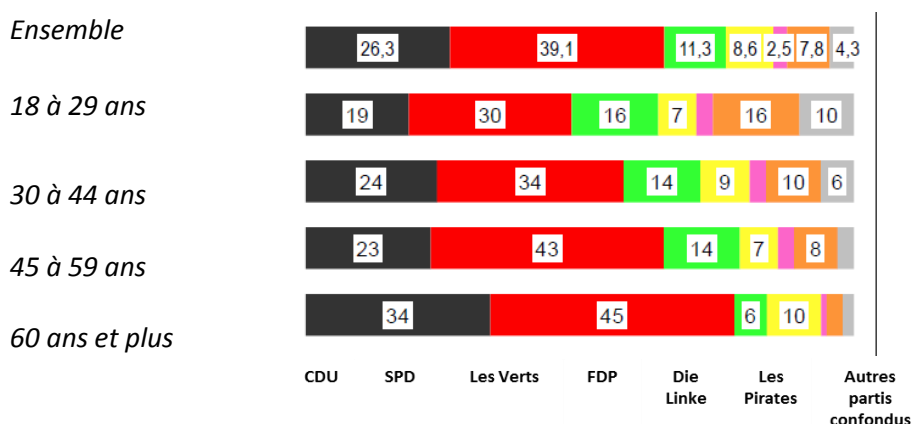
Approbation d'opinions en ce qui concerne les Pirates



5. La sociologie des différents électorats

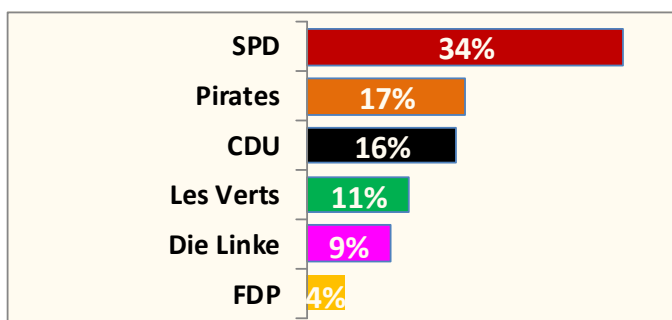
Le SPD obtient ses meilleurs résultats parmi les 45 à 59 ans et les seniors, avec respectivement 43% (+7 points par rapport au scrutin précédent) et 45% (+6 points). Le FDP lui aussi progresse de 5 points chez les seniors (10%), groupe cible traditionnel des chrétiens-démocrates qui eux, en revanche, y perdent 10 points pour atteindre 34%, un score toujours nettement supérieur à la moyenne globale du parti. Seuls 22% des 45 à 59 ans ont voté pour la CDU et 23% des 30 à 44 ans. Et c'est parmi les jeunes que la CDU fait son score le plus désastreux (18% parmi les 18 à 29 ans), obtenant un taux semblable à celui des « petits partis » comme les Verts (16%) et les Pirates (16%).

Le vote par tranches d'âge

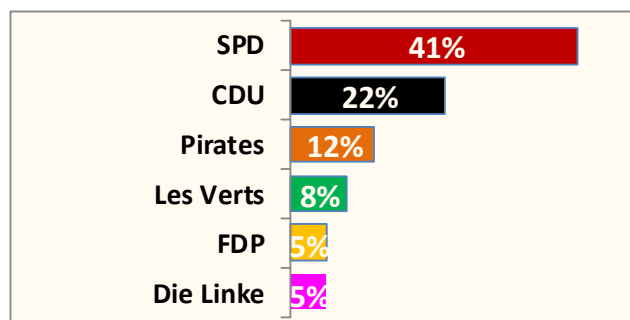


Comme dans les élections régionales à Berlin, en Sarre et au Schleswig-Holstein, les Pirates ont su mobiliser les primo-votants parmi lesquels 17% ont voté pour le parti contestataire (18% ayant voté pour les Verts et 29% pour le SPD). Et comme dans les scrutins régionaux précédents, les Pirates ont profité du mécontentement des chômeurs vis-à-vis des partis établis, obtenant 17% de leur voix.

Les chômeurs ont voté pour...



Les ouvriers ont voté pour....



De manière générale, le SPD se trouve en tête à travers la quasi-intégralité des catégories. Une exception cependant parmi les catholiques, traditionnellement le noyau dur de l'électorat chrétien-démocrate, la CDU a su y conserver sa « pole position » (36%), devançant le SPD (34%) de moins 2 points seulement, soit un écart très faible pour cette catégorie d'électeurs.

6. Quelles leçons en tirer pour la « dame de fer » allemande ?

Que signifient finalement les résultats du scrutin dimanche dernier ? Un indice de volonté de changement ? Probablement pas. Cette élection a confirmé la coalition sortante et n'a pas sonné un changement de gouvernement local. La NRW est, après tout, le fief traditionnel du SPD qui y a régné quasiment sans interruption (à l'exception de la dernière période législative) depuis 1966. De plus, au niveau national, le SPD demeure sensiblement moins fort que la CDU, atteignant actuellement seulement 28% dans les sondages, tandis que la CDU/CSU reste le parti dominant avec 34%. On ne peut pas non plus lire ce résultat comme un vote anti-austérité budgétaire, comme le disent certains journaux français. En plus d'un vote de confirmation des socialistes dans leur bastion historique, ce vote a été à priori une élection de personnalités plus qu'un vote des partis. Ensuite, si les habitants voulaient effectivement faire part de leur rejet de la politique d'austérité, ils n'auraient pas permis au FDP, parti défendant ardemment l'austérité, de gagner près de 10% des mandats au Landtag (22 de 239 sièges). Par ailleurs, selon un sondage de la chaîne ARD, 82% des Allemands n'estiment pas que la politique budgétaire de la chancelière ait eu un impact négatif sur le destin de la CDU en Rhénanie-du Nord-Westphalie. Bien au contraire, les Allemands soutiennent Madame Merkel dans sa décision et lui savent gré de prôner l'austérité budgétaire pour soigner la zone euro mal en point. Ceci se confirme dans un sondage publié par l'hebdomadaire Stern à la veille du scrutin en Rhénanie du Nord-Westphalie, qui indiquait que 59% des Allemands refuseraient de nouvelles mesures pour soutenir la croissance qui se traduiraient par de nouvelles dettes. 61% soutiennent la chancelière en affirmant qu'Angela Merkel ne devrait pas se laisser intimider et continuer à tenir sa position intransigeante. Enfin, à la dernière *Sonntagsfrage*, sondage hebdomadaire publié par la chaîne ARD, la politique globale de la dirigeante allemande bénéficie d'un niveau de satisfaction élevé auprès de l'électorat fédéral (61%).

A Angela Merkel de tirer les conclusions de cette « défaite amère, nette et qui a fait mal » pour citer le dorénavant démissionné président de la CDU locale en Rhénanie du Nord-Westphalie. Pour l'instant, il semble peu probable que la chancelière changera sa position budgétaire et financière en réaction à ce scrutin.

Danielle Feldstein

Chargée d'Etudes

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

Jérôme Fourquet

Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

Ifop

Mai 2012